

exprimé, d'une façon ferme mais aimable, sa détermination de maintenir la dignité et le prestige de notre pays dans ses relations avec les États-Unis et les autres nations.

Ces journaux et d'autres, semble-t-il, n'ont pas pensé à employer l'expression vigoureuse et imagée de l'honorable député de Greenwood qui disait que dans mon discours, et ici j'emploie ses propres mots, "j'envoyais mon poing sur le nez des États-Unis". Je puis encore assurer au chef de l'opposition que, dans ce discours-là et dans d'autres, je n'exprimais aucune rancune personnelle. Quand je prendrai la parole en tant que secrétaire d'État aux Affaires extérieures, je parlerai, je l'espère, à titre de Canadien soucieux d'éviter que le point de vue du Canada, à cette période difficile des relations internationales, puisse donner lieu à un malentendu, de Canadien qui voit un Canada indépendant marchant de pair avec ses amis et voisins, surtout les États-Unis et le Royaume-Uni.

Le temps me le permet-il, je m'arrêteraï à certaines observations formulées cet après-midi par le chef de l'opposition à propos de ce qu'il a appelé la diplomatie vaudevillesque et de ce que j'ai moi-même, dans un discours, qualifié du même terme. Il faisait porter mes remarques sur des phénomènes qui viennent de se produire aux États-Unis. Si le chef de l'opposition avait lu mon discours, et non pas un compte rendu de journal de ce discours qu'on trouve au hansom, il en serait arrivé à une conclusion toute différente.

J'ai prononcé ce discours pour la première fois à Toronto, puis à Renfrew. Lorsque j'ai tenu ces propos à Toronto, les événements auxquels il faisait allusion cet après-midi n'avaient pas encore eu lieu. Je parlais des difficultés qu'il y a à faire de la diplomatie en cette ère de télévision. Ces difficultés sont réelles. Pour les exposer, les souligner et même les rendre vivantes, j'ai cité un paragraphe d'un article du commentateur, M. Walter Lippman, rédigé quelques semaines avant ces événements. Il parlait de la solution du conflit coréen au moyen de négociations menées par l'intermédiaire des Nations Unies et disait:

Le seul espoir résidait en un effort calme, discret et secret en vue de mettre au point des propositions d'ordre politique qui tiendraient véritablement compte de l'équilibre réel de la puissance militaire en extrême Orient. Mais rien d'aussi ardu et d'aussi terre à terre n'est concevable aussi longtemps que nous nous en tiendrons à la diplomatie publique née sous les caméras de la télévision à Lake-Success.

C'est qu'un homme d'État devenu acteur, non seulement continue à jouer son rôle dans la pièce, mais, si j'ose dire, est dans l'impossibilité de quitter le plateau. Sans doute peut-il continuer dans le même sens qu'auparavant, en renchérissant sur ce qu'il a été, mais sous peine d'impopularité,

[L'hon. M. Pearson.]

voire de dénonciation et d'enquête du Congrès, il ne peut se payer le luxe d'un recul quelconque.

Ainsi donc, grâce à la diplomatie vaudevillesque, —dont d'aucuns disent qu'elle est merveilleusement édifiante,—tout problème difficile, voire assez souvent tout problème relativement simple, risque de devenir insoluble à mesure que chaque acteur-homme d'État s'élève à de tels sommets de juste indignation publique que plus jamais il n'osera s'abaisser publiquement jusqu'au simple bon sens.

Il n'y a donc plus d'espoir, si ce n'est qu'on pourrait pourtant éteindre les lampes, fermer les microphones, enlever les décors, démaquiller les acteurs, disperser les foules et permettre à quelques hommes, pendant un petit moment, d'échapper à la publicité.

Ces paroles m'ont paru tellement sensées que je les ai citées dans un ou deux discours que j'ai prononcés récemment. J'en conviens avec le chef de l'opposition, quiconque formule une déclaration sur les affaires internationales doit, en ce moment, tenir compte des répercussions qu'elle aura sur la guerre sourde et de la manière dont l'ennemi l'exploitera en pareilles circonstances. Quiconque formule une déclaration publique en ce moment doit y songer. Mais le député le reconnaît certes, cela ne veut pas dire que nous, porte-parole du Gouvernement, devions nous abstenir de parler franchement et d'exposer amicalement notre point de vue sur certaines questions générales ainsi que leurs répercussions sur nos rapports avec nos voisins et avec nos amis.

A ce sujet, je cite de nouveau un extrait de la déclaration formulée cet après-midi par le chef de l'opposition. Voici le passage qui rend exactement ce que je veux dire:

A mon avis, il serait beaucoup plus dangereux d'entraver la liberté de parole aux États-Unis, au Canada, en Grande-Bretagne et dans toute autre démocratie, que d'accorder l'entière liberté dont on jouit en régime démocratique. L'échange d'idées et l'examen des faiblesses d'autrui nous rend plus fort pour affronter la longue lutte qui s'annonce.

S'il m'est permis de le faire, monsieur l'Orateur, j'aimerais maintenant dire un mot de certaines questions de programme évoquées au cours de la discussion sur la guerre de Corée. Je pensais que dans ma déclaration antérieure, j'avais bien précisé notre conception de la politique à suivre dans ce conflit, mais puisqu'il semble toujours régner une certaine confusion à ce propos, je vais essayer de l'exposer de nouveau. Je puis me tromper, mais à mon avis, il ne devrait pas y avoir de malentendu quant à la politique du Gouvernement à cet égard. Disons dès l'abord qu'après avoir entendu les déclarations formulées en cette enceinte, je ne sais pas du tout en quoi consiste le programme de l'opposition officielle à ce sujet, et cela à cause des divergences de vues évidentes entre divers membres.